

[Français]

Monsieur le Président, le 24 septembre, j'ai demandé au premier ministre de tenir une enquête publique sur ce qui s'est passé à Oka et Kanesatake. Il m'a répondu qu'après la crise, et je cite le premier ministre: Le gouvernement se fera un devoir et un plaisir de passer à l'action qu'envisage la chef néo-démocrate.

Monsieur le Président, nous avons besoin d'une enquête publique, nous avons besoin d'action, pas simplement de mots. Nous avons besoin d'une enquête publique d'envergure, comparable à celle du juge Dubin ou à l'enquête Marshall au Nouveau-Brunswick. Est-ce que le premier ministre va la faire maintenant?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, il y a une motion pour référer le tout à un comité parlementaire, et ce serait une façon tout à fait exemplaire pour les députés de prendre connaissance du dossier. Dans mon discours du 25 septembre, j'ai mentionné une série d'initiatives que nous allons prendre en faveur des peuples autochtones. La députée mentionne, et je cite:

[Traduction]

«Beaucoup de personnes ont proposé des solutions aux problèmes autochtones».

[Français]

Les réponses et les solutions que j'ai entendues de l'opposition et d'ailleurs sont quand même assez minces. Ce que nous proposons et ce que nous allons continuer de proposer, ce sont des analyses plus approfondies afin que les solutions soient réelles et durables et portent des bénéfices durables aux peuples autochtones du Canada. Je n'ai jamais suggéré que nous avions les réponses du jour au lendemain. Les questions sont profondes et sérieuses et méritent une analyse sérieuse, et c'est précisément cela que le gouvernement canadien va faire.

* * *

[Traduction]

L'AGRICULTURE

M. John Harvard (Winnipeg St. James): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre du Commerce extérieur et porte sur les négociations du GATT.

Depuis 1986, sans obtenir quoi que ce soit en retour, le gouvernement a renoncé au régime du double prix du blé, aux remises de taxe sur le carburant agricole et à beaucoup d'autres choses. Hier, il a fait encore d'autres concessions. Tout cela s'est produit—ce qui très important—

Questions orales

avant même que les négociations difficiles ne commencent.

Y a-t-il autre chose à laquelle le ministre est prêt à renoncer? Va-t-il sacrifier la Loi sur le transport du grain de l'Ouest?

L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, hier, j'ai donné le montant de l'aide que le Canada accorde à ses agriculteurs. J'ai dit que c'était un montant énorme. Bien sûr, le chef de l'opposition a oublié de mentionner qu'il s'agit d'une aide énorme, c'est-à-dire de 8,8 milliards de dollars par année.

Si le député veut venir en aide aux agriculteurs du Canada, qu'il s'entretienne avec ses collègues sénateurs du groupe parlementaire libéral et qu'il leur demande d'adopter le projet de loi sur la TPS, qui fera économiser 250 millions de dollars aux agriculteurs. C'est l'estimation la plus précise dont nous disposons.

M. John Harvard (Winnipeg St. James): Monsieur le Président, le ministre devrait cesser de faire des blagues et parler sérieusement.

Lorsqu'on parle de subventions qui faussent les échanges, le Canada n'est pas le pire contrevenant. Hier, au GATT, le gouvernement a proposé une réduction générale de 50 p. 100 dans les subventions internes. Or, le ministre sait bien que cela ne va pas changer le déséquilibre qui existe déjà. Les agriculteurs canadiens méritent certes des règles du jeu équitables.

Le ministre promettra-t-il que les subventions canadiennes ne seront pas réduites tant que d'autres pays n'abaisseront pas les leurs aux niveaux des nôtres?

L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, le député témoigne d'une ignorance totale de la façon dont se déroulent les négociations commerciales multilatérales. Le Canada ne mettra cette proposition à exécution que si les autres pays du monde font des offres au moins aussi bonnes. Si les négociations échouent, personne n'acceptera de faire quoi que ce soit pour régler le problème des subventions qui faussent les échanges.

Nous comptons continuer d'appuyer l'agriculture par des mesures qui ne faussent pas les échanges. Nous continuerons d'appuyer très fortement l'agriculture, mais nous nous garderons de nuire à nos intérêts agricoles et à nos céréaliculteurs de l'Ouest, ce dont le député fait entièrement fi dans ses déclarations et qui montre qu'il n'a absolument pas étudié le sujet. Il devrait assister à une séance d'information avant de poser une autre question.